

L'Afrique de l'Est en sommet sur la crise au Burundi, Nkurunziza reste au pays

@rib News, 31/05/2015 â€“ Source AFP L'Afrique de l'Est se retrouve en sommet dimanche Ã Dar es Salam (Tanzanie) pour tenter de trouver une issue Ã la crise au Burundi, en l'absence du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, pourtant premier concernÃ©, mais avec le Sud-Africain Jacob Zuma. La rÃ©union est jugÃ©e cruciale car le blocage est total entre le camp prÃ©sidentiel et les manifestants hostiles Ã la candidature de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 26 juin, mais le principal intÃ©ressÃ© n'y participera pas.

Selon son porte-parole, "le prÃ©sident Nkurunziza sera reprÃ©sentÃ© par son ministre des Relations extÃ©rieures" car "il est en train de faire campagne". Le prÃ©sident rwandais Paul Kagame, pourtant incontournable dans la rÃ©gion, sera Ã©galement absent, mais le Sud-Africain Jacob Zuma s'est invitÃ© dimanche matin. L'Afrique du Sud suit de prÃ©s les affaires burundaises: elle avait jouÃ© un grand rÃ´le dans les accords de paix d'Arusha ayant mis fin Ã la guerre civile entre majoritÃ© hutu et minoritÃ© tutsi (1993-2006). DÃ©butÃ© samedi au niveau ministÃ©riel, le sommet des chefs d'Etat commencera officiellement en dÃ©but d'aprÃ©s-midi. Le prÃ©sident Nkurunziza avait participÃ© Ã un premier sommet le 13 mai, dÃ©jÃ dans la capitale Ã©conomique tanzanienne, qui avait Ã©tÃ© bouleversÃ© par une tentative de coup d'Etat. Son retour au Burundi avait prÃ©cipitÃ© l'Ã©chec du putsch, sans Ã©touffer la fronde populaire. MalgrÃ© une sÃ©vÃ¨re rÃ©pression policiÃ¨re, les manifestants anti-troisiÃ¨me mandat ne faiblissent pas. La police a investi en force depuis deux semaines les quartiers contestataires de Bujumbura et tente chaque jour d'y empÃªcher Ã coups de kalachnikov tout rassemblement, sans parvenir Ã Ã©teindre le feu de la contestation qui commence Ã prendre par endroits en province. Les protestataires jugent un troisiÃ¨me mandat anticonstitutionnel et contraire aux accords de paix d'Arusha. Les partisans du pouvoir estiment cette candidature lÃ©gale, M. Nkurunziza n'ayant pas Ã©tÃ© Ã©lu pour accÃ©der au pouvoir en 2005, mais dÃ©signÃ© par le parlement. "Spirale de la violence", "pays au bord du gouffre", "atmosphÃ¨re de peur et d'intimidation gÃ©nÃ©ralisÃ©e", "radicalisation": tous les observateurs mettent en garde contre une catastrophe annoncÃ©e. En un mois, les violences ont fait plus d'une trentaine de morts, souvent victimes des tirs de la police. Assassinat d'opposant, jets de grenades, lynchages, jeunes du parti prÃ©sidentiel accusÃ©s d'agir en milice: certains incidents rappellent les sombres annÃ©es ayant prÃ©cÃ©dÃ© la guerre civile, dont le pays Ã©tait sorti exsangue. - Calme Ã Bujumbura - Les pays de l'Afrique des Grands lacs, rÃ©gion Ã l'instabilitÃ© chronique, sont en premiÃ¨re ligne face Ã cette crise. Des dizaines de milliers de Burundais ont trouvÃ© refuge au Rwanda et en Tanzanie. A dÃ©faut de se prononcer sur le troisiÃ¨me mandat de M. Nkurunziza - coeur du problÃ¨me, mais "ligne rouge" non nÃ©gociable pour le camp prÃ©sidentiel -, les chefs d'Etat prÃ©sents devraient a minima prÃ©coniser un report des Ã©lections gÃ©nÃ©rales, censÃ©es dÃ©buter vendredi prochain avec lÃ©gislatives et des communales. Hormis le camp Nkurunziza, qui affirme qu'elles se dÃ©rouleront dans "de trÃ¨s bonnes conditions", tous les acteurs de la crise et partenaires du Burundi estiment que ces Ã©lections, dÃ©jÃ reportÃ©es de 10 jours sous la pression internationale, ne peuvent se tenir dans les conditions actuelles. Dans la semaine, l'Ã©glise catholique et l'Union europÃ©enne avaient annoncÃ© leur retrait du processus Ã©lectoral, et l'opposition avait jugÃ© "impossible" la tenue des scrutins, appelant la communautÃ© internationale Ã ne pas "cautionner" un "hold-up Ã©lectoral" au risque d'"une prÃ©visible guerre civile". Vendredi, on apprenait la fuite Ã l'Ã©tranger de la vice-prÃ©sidente de la Commission Ã©lectorale la dÃ©fection d'une autre commissaire sur les cinq que compte l'institution. Samedi, l'opposant Agathon Rwaso a rÃ©clamÃ© un report des scrutins, y voyant une "mascarade", tandis que la sociÃ©tÃ© civile burundaise, en pointe dans la contestation, a redemandÃ© aux leaders rÃ©gionaux d'"amener le prÃ©sident Nkurunziza Ã respecter les accords d'Arusha (qui ne prÃ©voient que deux mandats) et la Constitution". Elle les a Ã©galement appelÃ©s Ã "rÃ©amÃ©nager le calendrier Ã©lectoral" aprÃ¨s consultation des "parties prenantes" et, nouveautÃ©, Ã "dÃ©pÃªcher une force militaire d'intervention pour sÃ©curiser la population, dÃ©sarmer et dÃ©manteler la milice Imbonerakure", la ligue de jeunesse du parti prÃ©sidentiel. AprÃ¨s de nouveaux tirs dans la nuit, Bujumbura Ã©tait calme dimanche matin, Ã l'exception d'un rassemblement dispersÃ© par la police Ã Buterere.